



## Guide des appels à projets de recherche 2016

### « Islam, religion, société »

Ministère de l'Intérieur, en partenariat avec le ministère de l'Éducation nationale, de l'enseignement supérieur et de la recherche  
Direction des libertés publiques et des affaires juridiques - Bureau central des cultes

En février 2015, le Gouvernement annonçait entre autres mesures le soutien à la recherche en islamologie ainsi que sur l'islam de France. Cette annonce fait suite au constat d'un déclin de l'islamologie en France (« Livre Blanc » du GIS Moyen-Orient/Mondes Musulmans » et Rapport « Disciplines rares », 2014), contrairement à la plupart des pays européens, et d'un défaut de renouvellement des travaux en sciences humaines portant sur l'islam de France. Une ligne de crédits de recherche intitulée « Islam, Religion, Société » a donc été ouverte pour la première fois à la rentrée 2015, avec pour finalité de répondre aux besoins de connaissance de la diversité des institutions, courants, pratiques et discours relatifs à l'islam contemporain en France, de sa composition, en mutations et recompositions permanentes. Les usages passés et présents du corpus religieux islamique, l'étude de la production scripturaire ancienne comme contemporaine ne seront pas non plus ignorés. Une approche pluridisciplinaire intégrant sociologues, anthropologues, juristes, économistes, politologues, historiens et islamologues a été privilégiée.

Les appels à projets 2016, qui s'adressent à l'ensemble de la communauté académique francophone, répondent aux besoins de connaissance des pouvoirs publics, dont le récent rapport « Recherche sur les radicalisations » de l'Alliance Athena (mars 2016) estime qu'ils devraient nouer un dialogue plus soutenu avec le monde de la recherche. Plusieurs thèmes ont été retenus cette année, en accord avec le Conseil scientifique de ces crédits de recherche, composé de sept universitaires reconnus, présidé par le professeur Francis Messner (Université de Strasbourg).

En amont de la « radicalisation », il conviendra de préciser la nature des « discours de rupture » (Projet n°8-2016) qui circulent dans l'espace discursif musulman français ainsi que leurs vecteurs. A l'opposé de ces « discours de rupture », on ne doit pas ignorer pour autant les « approches réformistes » (Projet n°11-2016) de plus en plus visibles. Un appel d'offres sera également lancé sur le thème de l'« Enseignement confessionnel destiné aux enfants » (Projet n°9-2016) ainsi que sur les « Etablissements scolaires musulmans en France » (Projet n°10-2016) qui se sont multipliés ces dernières années. Enfin, il est envisagé de financer le prolongement de l'étude préliminaire sur « Le marché halal en France et en Europe » (Projet n°12-2016) amorcée en 2015 ainsi que de proposer à une équipe de recherche de mener une investigation sur le « Hadj : étude du marché français et enquête de satisfaction des pèlerins » (Projet n°13-2016), deux secteurs socio-économiques en pleine structuration, qui constituent également des sujets d'intérêts.

Ces crédits de recherche soutiendront par ailleurs la création d'un « Prix Rémy Leveau de la thèse en sciences humaines et sociales de l'islam de France et d'Europe » qui sera attribué tous les deux ans en alternance avec le « Prix Mohamed Arkoun de la thèse en islamologie » par le GIS Moyen-Orient/Mondes Musulmans et l'IISMM-EHESS<sup>1</sup>.

➤ **Modalités des candidatures**

- L'appel est ouvert à tout porteur de projet titulaire **d'une thèse de doctorat dans le domaine des sciences humaines et sociales**, affilié à un laboratoire de recherche reconnu, notamment EA et UMR, et bénéficiant d'une réelle compétence dans les champs et thématiques impliqués. La date limite d'envoi des propositions (1 exemplaire par courriel, un exemplaire par courrier, voir ci-dessous) est fixée au **13 mai 2016**.
- Le dossier sera constitué d'un projet qui s'articulera principalement autour de deux axes : **I. Présentation, état de la question, problématisation ; II. Axes de recherche, méthode et mise en œuvre pratique** (modalités de l'enquête de terrain, calendrier du déroulement de la recherche, et budget prévisionnel) suivis d'une courte **bibliographie indicative**, l'ensemble ne devant **pas excéder 5 pages** (hors CV et lettre de soutien).
- Le dossier électronique devra être accompagné –dans le même document que le projet– d'un **CV** du ou des porteurs de projet (qui mentionnera clairement les publications, notamment) ainsi que d'une **lettre de soutien du/de la directeur/trice d'un laboratoire de recherche** qui s'engage à héberger le projet s'il est retenu. Une lettre de recommandation pourra également être jointe au dossier. On n'omettra pas le cas échéant de préciser en quelques lignes les noms, prénoms, et références des chercheurs (étudiants de master ; doctorants, post-doctorants, enseignants ou chercheurs statutaires) susceptibles de composer l'**équipe de recherche**, ainsi que leur rôle précis au sein de celle-ci. Le porteur de projet ajoutera enfin à l'exemplaire papier de son dossier (uniquement, et non au dossier par courriel, voir ci-dessous) **l'une de ses publications** relative au sujet pour lequel il candidate.
- Chaque porteur évaluera de manière réaliste ses besoins en matière de ressources humaines et matérielles en proposant un **budget prévisionnel précis** (sachant qu'une somme plafond par projet a déjà été arrêtée par le conseil scientifique). Il/Elle pourra le cas échéant se rapprocher du Bureau Central des Cultes pour obtenir plus d'informations sur ce point.
- Les dossiers de candidature au **format papier** (+ publication significative) seront envoyés au Ministère de l'intérieur, DLPAJ, Bureau central des cultes, 1 bis Place des Saussaies, 75008 et au **format électronique** (sans publication significative) à [bureau-central-cultes@interieur.gouv.fr](mailto:bureau-central-cultes@interieur.gouv.fr)<sup>2</sup> via une plateforme de téléchargement **AVANT le 30 MAI 2016**. Ils seront ensuite examinés par un conseil scientifique en charge de l'évaluation. Le conseil d'administration communiquera les délibérations et décisions aux candidats dans le courant du mois de juillet 2016.

**Paris, le 5 avril 2016**

---

<sup>1</sup> L'appel à candidature pour ce prix est prévu courant octobre 2016.

<sup>2</sup> La case « sujet » du courriel indiquera notamment le numéro du projet pour lequel postule le candidat.